

Questions
internationales

Chypre : des pourparlers dans l'impasse
L'Inde de Narendra Modi
Comancheria de David Mackenzie

La Suisse

**Une autre vision
de l'Europe**

DOSSIER...



© Travelstock44 / Alamy Stock Photo

La Suisse, une autre vision de l'Europe

4 Ouverture – La Suisse aux mille visages

Serge Sur

14 Une histoire de la neutralité helvétique

Irène Herrmann

25 La sécurité suisse : entre neutralité et impératif de coopération

*Stephan Davidshofer, Amal Tawfik
et Jonas Hagmann*

33 La Suisse, un grand pays qui se vit comme un petit pays

Entretien avec Michel Duclos

43 Inerties et transformations de la politique suisse

Hervé Rayner et Bernard Voutat

57 La puissance industrielle de l'économie helvétique

André Mach

69 Une place financière en profonde transformation

Yves Genier

81 La politique extérieure suisse : un particularisme irréductible

René Schwok

91 Immigration et diversité : la Suisse a-t-elle un secret ?

Étienne Piguet

Et les contributions de

Yves Genier (p. 66),
Matthieu Gillibert (p. 88),
Anne Kasprzak (p. 79 et 103),
Elisabeth Laurin (p. 40),
Thomas Maissen (p. 22),
Christophe Sohn (p. 99)
et Alexandre Vautravers (p. 30)

Questions EUROPÉENNES

105 Chypre : l'impasse des pourparlers de réunification

Mathieu Petithomme

Regards sur le MONDE

112 L'Inde de Narendra Modi : autorité, marché, identité

Jean-Luc Racine

Les questions internationales à L'ÉCRAN

119 Comancheria de David Mackenzie : un regard prémonitoire sur l'Amérique de Donald Trump

André La Meuffe

Documents de RÉFÉRENCE

123 La neutralité suisse pendant la Première Guerre mondiale

Arnold Reymond
et Paul Benedict Sarasin (extraits)

Liste des CARTES et ENCADRÉS

ABSTRACTS

125 et 126

La Suisse aux mille visages

Mille visages, en fonction de la diversité du pays et de la manière de le considérer. Bien sûr, les communautés alémaniques, romandes, italo-phones. Elles sont elles-mêmes morcelées. S'agit-il des villes ? On distinguera en Suisse Genève, la diplomatie des lacs, de la paix et du désarmement, Lausanne, capitale mondiale du sport, Zurich, les banques et les assurances, le capitalisme sans frein, Bâle, les industries chimiques et pharmaceutiques, Berne, capitale politique, ou encore la Suisse élégiaque et touristique de Montreux, de Lugano ou des stations de sports d'hiver. S'agit-il de la nature ? Montagnes sauvages, mais aussi vallées cultivées et protégées comme des jardins...

La Suisse, premier crayon

L'image internationale de la Confédération helvétique, que l'on dénomme plus volontiers la Suisse, est largement positive. Un État sans revendications, sans frustrations, qui vit paisiblement avec ses voisins, qui manifeste sa solidarité avec les détrences extérieures et qui accueille volontiers sur son territoire, au cœur de l'Europe occidentale, réfugiés, touristes et capitaux, mais aussi bon nombre d'organisations internationales. On imagine aisément que si la société internationale ressemblait à la Suisse, elle serait harmonie, médiation et satiété. Une humanité réconciliée avec elle-même pourrait connaître les conditions les plus propices à la recherche du bonheur. La Suisse doit cette situation privilégiée, rayonnante et même unique dans le monde à la géographie et à l'histoire, mais aussi à la volonté collective de ses citoyens.

● *La géographie.* Enclavée dans le massif alpin, adossée au Jura, fermetures qui la protègent des conquêtes, peu propice aux grandes trans-

humances qu'ont été les grandes guerres européennes que Louis-Ferdinand Céline qualifiait de « voyages des peuples », la Suisse possède un territoire longtemps pauvre qui ne pouvait susciter de grandes convoitises extérieures. Le pays a pu échapper à l'avidité des empires ou des États en formation qui le côtoyaient. Le Rhin et le Rhône y prennent naissance avant de filer l'un vers le Nord, l'autre vers le Sud. Ce cœur géographique de l'Europe occidentale est comme son distributeur fluvial, mais il reste pays d'amont et la puissance de ces artères aquatiques lui échappe.

● *L'histoire.* D'abord fondue dans l'Empire carolingien, une partie importante du pays a ensuite appartenu à la Lotharingie, résultant du partage entre les trois petits-fils de Charlemagne avec le traité de Verdun en 843. Cette bande de terre hétéroclite allant de la mer du Nord à l'Italie du Nord séparait la France en gestation de la future Allemagne. La Lotharingie a plus tard donné naissance aux Pays-Bas, à la Belgique, au Luxembourg et à la Suisse. L'indépendance de la Suisse a été progressivement reconnue et consolidée jusqu'à devenir pleinement officielle avec le traité de Westphalie en 1648, cependant que le traité de Vienne en 1815 pérennisait son statut avec la garantie apportée par les puissances européennes à sa neutralité perpétuelle.

● *La volonté collective de ses habitants.* Le pays a toujours échappé aux régimes monarchiques et s'est très vite orienté vers la gestion par les citoyens de leurs propres affaires, dans des cadres aussi locaux que possible en raison d'un environnement vernaculaire. Ils s'y sont concentrés et ont assez rapidement renoncé aux aventures guerrières pour cultiver leur jardin, donnant l'image prémonitrice d'une République au cœur d'une Europe monarchique. Robespierre considérerait même que la France révolutionnaire ne devait avoir de rapports

La Suisse : découpage administratif (2017)



Sources : Commission européenne, Joint Research Centre, *Global Human Settlement*, <http://ghsl.jrc.ec.europa.eu> ; Swisstopo, www.swisstopo.admin.ch

diplomatiques réguliers qu'avec la Suisse et les États-Unis. La Suisse était toutefois bien éloignée de cet esprit jacobin d'unification coercitive, et reposait, hier comme aujourd'hui, sur la coexistence de communautés linguistiques, culturelles, religieuses, différentes voire opposées. Elle n'a pas pour autant échappé, même brièvement, à la gloutonnerie napoléonienne, qui en a annexé une partie et soumis l'autre.

Aujourd'hui, après deux siècles de paix qui contrastent vivement avec les bouleversements extérieurs, la Suisse apparaît comme un refuge universel. Mais il faut sortir des cartes postales. Qu'en est-il de la réalité de ces images ? On sait par exemple que Guillaume Tell, figure héroïque du roman national suisse, n'a jamais existé. À l'instar de Jean Anouilh et de ses pièces roses ou noires, il existe un roman rose et un roman noir du pays. Roman rose : l'incarnation à la fois de la démocratie, de la paix, de la prospérité. Roman noir, la Suisse comme coffre-fort, asile de l'argent sale et de l'évasion fiscale. Peut-être le contraste entre ses affaires intérieures et son ouverture internationale, entre repli, Europe et mondialisation ?

Roman rose : démocratie, paix, prospérité

Dans *Le Troisième Homme*, film de 1949, Orson Welles alias Harry Lime, criminel non repent, émet un jugement sans appel sur la Suisse : « L'Italie sous les Borgia a connu trente ans de terreur, de meurtres, de carnage... Mais ça a donné Michel-Ange, de Vinci et la Renaissance. La Suisse a connu la fraternité, cinq cents ans de démocratie et de paix. Et ça a donné quoi ?... Le coucou ! » Voilà une appréciation bien sévère et même erronée. L'apport du pays à la civilisation est bien plus important, si l'on se souvient que Einstein a été formé dans ses universités, que le CERN (l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire), auquel on doit l'observation du boson de Higgs¹, bénéficie de son concours et passe par son sol, que nombre de grands écrivains et d'artistes y ont vécu et travaillé, qu'ils y ont trouvé liberté et fécondité intellectuelles, sans parler de l'accueil

¹ Cette découverte a révolutionné la physique des particules, car elle permet d'expliquer comment les particules acquièrent une masse.

des réfugiés politiques dont les héritages ne sont sans doute pas tous admirables. Et puis assurer à sa population démocratie, paix et prospérité, c'est en soi un objectif et un résultat suffisants. L'Union européenne, les Nations Unies ont le même idéal et seraient fort aises de les réaliser.

● *La démocratie* d'abord. Elle est un mantra de l'Union européenne, la Charte de l'ONU ne la mentionne pas explicitement, mais sa revendication est en germe dans son Préambule comme dans ses stipulations relatives aux droits de l'homme. Même si la plupart des États se réclament aujourd'hui de la démocratie, elle est bien loin d'être universelle et demeure souvent imparfaite. La Suisse est un modèle à cet égard, qui conviendrait à Jean-Jacques Rousseau, citoyen de Genève. Elle est à la fois directe, locale et gouvernante, davantage que représentative, centrale et législative comme dans la plupart des autres États, dans la mesure où c'est au niveau cantonal qu'elle s'exprime le plus. Au niveau fédéral, elle s'exerce surtout par voie référendaire, car un système parlementaire compliqué conduit à un pouvoir exécutif à la fois restreint et conservateur. Conservateur, le suffrage référendaire l'est aussi dans la plupart des cas, et l'on note par exemple qu'il a longtemps résisté au vote féminin ou à l'adhésion de la Suisse à l'ONU, et plus récemment qu'il a imposé l'interdiction de la construction de nouveaux minarets dans le pays.

Sur ce plan, la Suisse est autant une république fédérale qu'une démocratie politique, à l'instar des États-Unis. Les deux pays ont également en commun d'être fondés sur une Constitution souveraine, qui est l'essence du lien national et de la loyauté citoyenne. Aux États-Unis, le fédéralisme fragmente le pouvoir, dans une logique libérale. En Suisse, il a en outre une tonalité particulière, à la fois historique et culturelle. Historique, puisque c'est l'agglomération progressive de cantons divers qui a permis de former la Confédération, devenue en réalité fédération. Culturelle, puisqu'elle a garanti les particularismes locaux, linguistiques et religieux, catholiques et protestants de ses différentes composantes, maintenant une coexistence dans l'ensemble harmonieuse entre une communauté alémanique dominante, une communauté romande francophone à l'Ouest,

une minorité italophone autour de Lugano au Sud, sans parler des Romanches qui sont la mémoire originelle du pays.

● *La paix* ensuite. Elle est liée à la neutralité, qui soustrait la Suisse à tout conflit armé. Elle est devenue un élément constitutif de son identité. Mais cette neutralité ne manque pas d'ambiguïtés. Elle ne signifie nullement désarmement, et le pays est à l'inverse plutôt militarisé, ne serait-ce que parce que tout citoyen doit se considérer comme un soldat. Sa signification est ancienne et liée au refus d'être impliquée dans les affrontements entre ses belliqueux voisins, la France et l'Allemagne. La proximité entre les communautés linguistiques et ces voisins en faisait aussi une condition du maintien de l'unité helvétique. Dès lors que ces conflits ont disparu et que les tensions sont devenues universelles, il a été clair que la Suisse était une composante du monde occidental, que son anticommunisme était structurel. Ses liens avec l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) se sont même renforcés après la disparition du bloc socialiste, tandis qu'avant même son adhésion à l'ONU elle participait à des mesures coercitives décidées par le Conseil de sécurité.

L'attachement de la Suisse à la paix a aussi un contenu positif qui en fait un cadre important d'accueil des organisations internationales, d'abord avec la Société des Nations (SDN), puis autour du siège européen des Nations Unies à Genève, l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), mais aussi avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC), extérieure aux Nations Unies. Cependant, la communauté diplomatique internationale, nombreuse à Genève, est comme superposée au pays avec lequel elle a peu de contacts. Simplement, l'Institut universitaire des hautes études internationales (IUHEI) est une pépinière pour leurs personnels. Alors qu'elle accueille la Conférence du désarmement, la Suisse a laissé échapper, voici quelques années, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) qui siège à La Haye, et subit la concurrence de Vienne comme lieu d'implantation d'institutions internationales. La Croix-Rouge, création helvétique, est en revanche pleinement enracinée, même si elle a

semé des filiales dans le monde. Son rôle dans la genèse et dans le suivi du droit international humanitaire est matriciel. Cet organisme est un élément de rayonnement universel pour le pays, il sert souvent de centre de formation pour les cadres d'une diplomatie tournée vers la médiation et les missions humanitaires.

● *La prospérité* enfin. C'est un autre visage positif de la vertueuse Suisse. Son produit intérieur brut par habitant est l'un des plus élevés du monde, son indice de développement humain également, les inégalités y sont moins fortes que dans nombre de pays industrialisés, le plein emploi y est assuré et il lui faut même importer des travailleurs frontaliers qui y trouvent des conditions plus favorables qu'à domicile. Alors la prospérité helvétique retombe en pluie de francs suisses sur ses voisins et une active coopération frontalière innerve les régions périphériques, autour du Léman et ailleurs. Le franc suisse est l'une des monnaies les plus fortes, une monnaie internationale de réserve qui maintient son indépendance et lui confère plus d'avantages que d'inconvénients. Il a par exemple permis, en 2015, au groupe Holcim d'avaler le groupe cimentier français Lafarge à partir d'un partenariat initialement égalitaire. C'est dire que la Suisse est aussi une grande puissance industrielle, disposant d'entreprises exportatrices de haut niveau.

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que le pays soit considéré, sur la base de données objectives, comme un paradis terrestre, et les statistiques placent Genève et Zurich parmi les cités dans le monde où il est le plus agréable de vivre. Sans doute, mais certains ne manquent pas d'observer que, subjectivement, l'agrément théorique peut déboucher sur l'ennui, la platitude. La recherche du consensus conduit à éviter les sujets qui fâchent et peut engendrer l'absence totale d'intérêt des débats et conversations. Genève offre le spectacle commercial d'une banque succédant à une bijouterie et réciproquement, les citadins quittent fréquemment les villes pour se ressourcer à la montagne durant les week-ends... Observations qui rappellent celles de Harry Lime, mais qui font fi d'une vie culturelle active, avec des opéras, des orchestres de niveau international, des festivals, des expositions, sans oublier un cinéma helvé-



Créée en 1853 pour établir une liaison ferroviaire entre Lyon et Genève, la Compagnie du chemin de fer de Lyon à Genève fusionne en 1857 avec la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée (PLM). Cette affiche de 1895 témoigne de la relative rapidité du trajet entre la capitale française et Genève : 10 h 20.

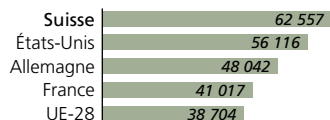
tique qui a connu une période de gloire, non seulement avec Jean-Luc Godard, mais aussi avec Claude Goretta, Michel Soutter, Alain Tanner.

Roman noir : coffre-fort, argent sale, évasion fiscale

Le roman noir, la mise en accusation de la Suisse, la dénonciation de son hypocrisie, qui derrière l'affichage de la vertu dissimule un ensemble de comportements internationalement douteux, ont nourri depuis longtemps les critiques venues de l'extérieur. Non que ces comportements soient nécessairement contraires au droit international, mais ils semblent témoigner d'une rapacité financière au service d'un égoïsme profond.

La Suisse et le monde : quelques indicateurs comparatifs

Produit intérieur brut par habitant, 2015 (en dollars en ppa)



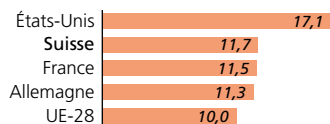
Indice de développement humain, 2015



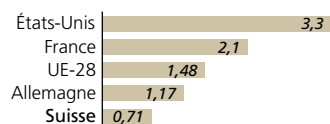
Dépenses publiques en éducation, 2013 (en % du PIB)



Dépenses de santé, 2014 (en % du PIB)



Dépenses militaires, 2015 (en % du PIB)



Sources : Banque mondiale, www.banquemondiale.org ; Nations Unies, *United Nations Development Programme*, www.hdr.undp.org

C'est l'ensemble des valeurs et la cohésion d'un peuple autour d'elles dont se réclame le pays, la démocratie, la neutralité et l'aspiration à la paix qui se trouvent mis en cause. Le procès a été repris de l'intérieur par quelques auteurs helvétiques dissidents. Jean Ziegler spécialement, notable genevois, dans *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*, un ouvrage paru en 1976 et régulièrement réédité, a fait scandale. Son auteur le considère toujours d'actualité et entend dévoiler la face cachée de la Suisse contemporaine. Il résume lui-même son livre par ces mots :

« son impérialisme secondaire dans les pays en voie de développement, les rouages de

son gouvernement visible et ceux du pouvoir réel qu'il dissimule, son rôle de receleur des capitaux en fuite, de plaque tournante de l'activité des sociétés multinationales, grâce aux admirables institutions que constituent le secret bancaire et le compte à numéro, le tout voilé dans les plis du drapeau de la Croix-Rouge et couvert par un discours de neutralité et de paix qui fait passer les seigneurs de la banque de Genève ou de Zurich pour de pieux et inoffensifs philanthropes. »

Coffre-fort, argent sale, évasion et fraude fiscales, c'est tout un. La Suisse est l'acmé du capitalisme, du capitalisme bancaire et financier, et aucune opposition idéologique ou partisane n'est en mesure de les modérer de l'intérieur. C'est ainsi la neutralité qui se trouve mise à mal lorsque, pour des raisons plus économiques que militantes, le pays sert de banquier à l'Allemagne durant la Seconde Guerre mondiale, accueille en même temps les fortunes juives en quête d'asile puis oublie volontiers de les restituer aux ayants droit après que les propriétaires ont été exterminés. Ce sont les législations sociales et fiscales des autres États qui sont affectées par la tolérance voire la complaisance à l'égard de la fuite des capitaux dans des comptes discrets protégés par le secret des banques suisses. Que l'on songe que, en France, l'évasion fiscale annuelle est sensiblement égale au montant de la dette publique.

Sans doute la Confédération n'est pas le seul paradis fiscal dans le monde et même en Europe, mais elle occupe dans cette galaxie une place éminente, difficile à justifier pour un pays démocratique. C'est en effet la démocratie qui est affaiblie lorsque l'argent résultant de la spoliation de leur pays par des gouvernants étrangers atterrit discrètement en Suisse. Ces gouvernants sont assez souvent des dictateurs, à la tête de pays pauvres, ainsi récompensés de l'attention qu'ils portent à leurs peuples. C'est la lutte contre les trafics internationaux et contre la criminalité organisée qui est entravée lorsque les banques ferment les yeux sur l'argent sale qui en provient et participent, *volens nolens*, à son blanchiment. Les banques suisses ont même été jusqu'à démarcher au sein de pays voisins des foyers fiscaux

Réalisation : Sciences Po - Atelier de cartographie. © Dila, Paris, 2017



© Wikimedia Commons

Sculpté en 1821 par Lukas Ahorn, le lion de Lucerne commémore les mercenaires suisses morts en 1792 au service du roi Louis XVI, lorsque les révolutionnaires prirent d'assaut les Tuileries. Le monument porte la dédicace *Helvetiorum Fidei ac Virtuti* (À la loyauté et à la bravoure des Suisses).

fortunés, devenant non seulement receleuses de fraude fiscale, mais complices voire coauteurs. Il est juste de dire qu'elles n'ont pas toujours manqué de complaisance du côté des États visés. Désormais, une action internationale a été entreprise contre ces pratiques, essentiellement par un autre paragon du capitalisme, les États-Unis, qui avaient les moyens de ne pas se laisser dépouiller. Les banques helvétiques, UBS, Credit Suisse notamment, ont payé en amendes un prix très lourd et restent poursuivies dans plusieurs pays européens. Il est vrai que les États-Unis ont mis au point un système de sanctions financières qui atteint plusieurs banques en Europe, voire des entreprises, au-delà de la Suisse. On ne plaisante pas avec l'argent. L'action animée par le gouvernement américain comporte également la disparition du secret bancaire, ce qui permet de retrouver et de réprimer les fraudeurs de toute nature –

mais la Suisse ne manque pas de traîner les pieds lorsque les demandes lui sont adressées par des pays moins puissants que les États-Unis. Voilà des aspects négatifs du pays sur la scène internationale, un visage qui contraste fortement avec ses vertus internes et son affichage extérieur public.

Entre repli, Europe et mondialisation

C'est que cet univers des banques – et plus largement des affaires – reste très discret, aussi invisible que possible. Il est ouvert au monde, mais il s'oppose terme à terme à la Suisse des organisations internationales. Les activités de ces dernières sont par définition publiques, interétatiques, égalitaires, alors que les tractations financières sont volontiers opaques, privées, à l'avantage des fortunes et des spéculations. Fait exception la Banque des règlements internationaux (BRI), mais c'est précisément une institution internationale, donc publique. Par contraste avec ces pratiques qui font du pays un acteur heureux de la mondialisation, il semble sur d'autres plans replié sur lui-même, et notam-

Suisse : quelques indicateurs statistiques

Superficie : 41 285 km²

Population : 8 431 702 habitants au 1^{er} trimestre 2017 (population résidente permanente et non permanente)

Densité : 203,89 habitants au km² (2015)

Langues nationales : allemand, français, italien, romanche

Monnaie : franc suisse (CHF)

Croissance démographique : 2,1 % (2015)

Solde migratoire : 71 884 nouveaux résidents par an (2015)

Taux de fécondité : 1,54 enfant par femme (2015)

Taux de natalité : 10,28 ‰ (2013)

Mortalité infantile : 3,9 ‰ (2015)

Espérance de vie à la naissance :

– 80,7 ans pour les hommes (2015) ;

– 84,9 ans pour les femmes (2015)

Religions : 70 % de chrétiens dont 38 % de catholiques romains et 26 % de protestants ; 22 % de la population n'appartiennent à aucune communauté religieuse (2015)

PIB : 659 milliards de dollars (2016)

PIB par habitant : 78 800 dollars (2016)

IDH : 0,939 (2016)

Indice de Gini : 31,6 (2012)

Taux de croissance : 0,90 % par an (2015)

Taux d'inflation moyenne : – 0,43 % (2016)

Taux de chômage : 3,2 % (2015)

Taux d'emploi : 79,8 % (2014)

Salaire mensuel brut médian : 5 855 euros par mois (2014)

Solde des comptes de la Confédération (recettes – dépenses) : 2 129 millions d'euros (2015)

Dette publique : 33,1 % du PIB (2015)

Part de l'agriculture dans le PIB : 0,75 % (2014)

Part de l'industrie dans le PIB : 18,4 % (2014)

Part des activités financières et d'assurance dans le PIB : 9,4 % (2015)

Part des services et du commerce dans le PIB : 73,8 % (2015)

Dépenses militaires : 0,7 % du PIB (2016)

Dépenses de protection sociale : 24,5 % du PIB (2014)

Sources : Banque mondiale ; Office fédéral de la statistique suisse.

ment méfiant à l'égard des institutions de l'Union européenne. S'il est un État qui avait vocation à y participer, qui en remplit toutes les conditions, qui en réalise les objectifs pour son compte, qui est géographiquement en son cœur et qui a partagé son histoire et sa culture, qui est comme un modèle réduit de la partie occidentale du continent, c'est bien la Suisse.

Est-ce la neutralité qui retient la Confédération ? Elle aurait pu faire comme l'Autriche qui n'est pas moins neutre mais est devenue membre de l'Union, ou comme la Suède qui n'est pas moins attachée à son indépendance. Les orientations de la Suisse sont plus proches de ces pays que de la Norvège, membre de l'OTAN, ou que du Royaume-Uni du *Brexit*, même si elle a participé avec eux à l'Association européenne de libre-échange, projet concurrent de la construction européenne voici quelques décennies. Sa situation est cependant différente de celle de la Belgique, également neutre depuis le XIX^e siècle, mais plusieurs fois envahie et donc contrainte de renoncer à sa neutralité et de construire sa sécurité avec des alliances.

Toutefois, la posture de la Suisse n'est pas si éloignée de celle du Luxembourg, certes pays plus petit, dont la prospérité bancaire n'a pas souffert de la construction européenne.

C'est beaucoup plus la conception helvétique de la démocratie qui bloque toute perspective d'adhésion. La démocratie, c'est la souveraineté du peuple et de l'État qui l'incarne. La distribution cantonale du pouvoir, la domination de la politique par les intérêts locaux – toute politique est locale, dit-on parfois –, la méfiance historique à l'égard des dominations extérieures excluent que la population accepte de s'intégrer dans un ensemble qui n'est que faiblement démocratique et où son indépendance serait diluée. Nulle atteinte à l'indépendance, en revanche, avec le Conseil de l'Europe ou avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), auxquels la Suisse participe. Voilà une tendance qui n'est pas limitée à ce pays, comme vient de l'illustrer le *Brexit*, et l'on peut rappeler que voici quelques années, la Cour constitutionnelle allemande a mis en garde contre les

carences démocratiques de l'Union européenne, en indiquant que si elles devaient se prolonger, l'Allemagne devrait envisager d'en sortir.

Les élites helvétiques, économiques et politiques, s'accommodent très bien de cette non-participation, dès lors qu'elle ne menace pas la prospérité économique du pays. Aussi la Suisse, si elle n'est pas membre de l'Espace économique européen, a néanmoins conclu des accords bilatéraux qui l'en rapprochent et participe à l'espace Schengen. Sur le plan économique donc, le pays est aussi ouvert qu'il est fermé politiquement. La démocratie même peut se trouver affectée par cette ouverture : l'échec du référendum sur l'Espace économique européen a été respecté, mais la votation en 2014 sur la limitation de l'immigration, qui menaçait les travailleurs frontaliers, a été subtilement privée d'effet par les autorités helvétiques fédérales. Sur ces terrains, les lobbies savent obtenir gain de cause et, sans même parler du traité de Lisbonne, l'on peut comparer ce contournement référendaire au CETA (*Comprehensive Economic and Trade Agreement*), l'accord de libre échange entre l'Union européenne et le Canada récemment conclu, qui entre en vigueur « à titre provisoire »,

sans attendre les autorisations de ratifier des parlements nationaux, bien que et même parce que leur aboutissement est douteux.

Souveraineté politique jalouse, ouverture économique internationale très large, Europe à la carte, ainsi pourrait-on résumer la conception helvétique de l'intérêt national. Au fond, la Suisse est plus mondialisée qu'européenne. Elle est à la fois locale et globale, provinciale et universelle. Voilà un État qui a traversé les convulsions du xx^e siècle sans troubles et qui semble passer directement du xix^e au xxi^e siècle. On connaît la maxime : « Les peuples heureux n'ont pas d'histoire. » Le contentement helvétique semble le confirmer. Avoir assuré l'harmonie et la fortune collective de communautés culturelles et religieuses qui à côté d'elle se sont entredéchirées est une grande réussite. Il est un modèle suisse, parallèle à celui de la construction européenne, qui a obtenu pacifiquement et dans la durée de plus brillants résultats. Hélas, chacun d'eux est unique et jusqu'à présent n'a pas fait d'émules. ■

Serge Sur

► La Suisse : quelques éléments chronologiques

1231

Le roi Henri, qui gouverne l'Empire des Habsbourg au nom de son père Frédéric II, accorde à la communauté d'Uri une charte lui conférant l'immédiateté, ce qui correspond à une semi-indépendance. Les communautés de Schwyz et d'Unterwald obtiennent également des libertés similaires. Ces trois communautés pastorales sont appelées *Waldstätten* (cantons forestiers) ou encore *Urschweiz* (cantons primitifs).

1291

La mort du roi Rodolphe I^{er} de Habsbourg provoque des inquiétudes quant à sa succession. Début août, un pacte d'alliance territoriale entre Uri, Schwyz et Unterwald est renouvelé pour préserver leur autonomie. Au xix^e siècle, la date du 1^{er} août sera instaurée fête

nationale pour commémorer la fondation de la Confédération des III cantons.

1307

Date imaginée du serment du Grütli, un ensemble de prairies près du lac des Quatre-Cantons où aurait eu lieu la rencontre secrète des premiers confédérés contre les baillis autrichiens.

1315

Après la victoire de Schwyz sur le duc de Habsbourg à Morgarten, les trois communautés rurales d'Uri, Schwyz et Unterwald consolident leur association par le pacte de Brunnen. Le terme *Eitgenoze*, ou *Eidgenosse* (confédéré) apparaît à cette période. La paix est signée avec les Habsbourg en 1318. Schwyz ayant eu un rôle très important dans la lutte contre les Habsbourg, l'habitude est prise de désigner

l'ensemble de la Confédération par le nom « Suisse » (Schweiz en allemand).

1332, 1351, 1352, 1353

Les cantons de Lucerne, Zurich, Glaris et Zoug puis Berne adhèrent successivement à l'alliance et forment la Confédération des VIII cantons.

1386

Bataille de Sempach qui oppose les troupes du duché d'Autriche menées par Léopold III de Habsbourg à celles de Lucerne appuyées par la Confédération. La victoire des confédérés permet à la Confédération de s'affranchir des prétentions des Habsbourg.

1415

Le souverain du Saint-Empire convainc les confédérés de conquérir les territoires d'origine de son adversaire Friedrich IV